Conseil d'E[illegible] - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
20 IX 1957
- 1 -
coordination (1)

IL. L. 5859/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section e législation, première chambre es vacations, saisi par le Mi- istre de l'Intérieur, le 25 juil- et 1957, d'une demande d'avis ur un projet d'arrêté royal "por- ant coordination des lois sur la ilice, le recrutement et les obli- ations de service", a donné le 9 août 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 25e juli 1957 door de Minis- ter van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie der dienstplicht- wetten", heeft de 19e augustus 1957 het volgend advies gegeven :

COORDINATION DES LOIS SUR LA MILICE, LE RECRUTEMENT ET LES OBLIGATIONS DE SERVICE.

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

Le projet se borne à coordonner la loi du 15 juin 1951 et les lois postérieures sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Selon le prescrit du législateur, la coordination portera l'intitulé suivant :

"Lois sur la milice, coordonnées le ... ".

Cet intitulé ne sera correct qu'à condition que toutes les dispositions légales en matière de milice se retrouvent dans les textes coordonnés.

Abstraction faite des lois qui ont approuvé des conventions internationales ou bilatérales contenant des dispositions relatives au recrutement de miliciens ou aux exemptions de service, il convient de retenir deux dispositions légales qui concernent la milice mais ne sont pas reproduites dans le projet, à savoir :

1° l'article 2 de la loi du 1er janvier 1856, ainsi conçu :

"Article 2.-

Les consuls qui ont la qualité de Belge sont exempts ... de tout service personnel local, pourvu qu'ils fournissent la preuve que les Etats dont ils tiennent leur commission accordent de semblables immunités aux consuls de Belgique de la même catégorie";

.../...

2° l'article 3 de la loi du 30 mai 1951, autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, modifié par la loi du 2 février 1953.

Pour ne pas soustraire ces dispositions aux lois spéciales qui régissent l'ensemble du statut de certaines catégories de personnes déterminées, il se conçoit qu'elles ne soient pas reproduites dans une coordination des lois sur la milice proprement dites. Il ne reste pas moins que ces dispositions constituent des dérogations aux lois sur la milice et que la coordination "des lois sur la milice" devrait, pour être complète, ne pas ignorer leur existence. Il se recommande dès lors de faire suivre les lois coordonnées d'une note reproduisant le texte de ces dispositions. Il se recommande de signaler ces textes en note de bas de page.

Le projet de coordination devrait, par ailleurs être complété par une liste des dispositions non coordonnées.

Cette liste complète comprendrait également les dispositions qui figurent au Chapitre XI, Section III, "Dispositions transitoires", du projet.

Il y a lieu, enfin, d'attirer l'attention sur le fait que la loi du 5 juillet 1957 n'a pas été publiée

.../...

jusqu'à présent. Dans sa lettre d'accompagnement, le Ministre signale que le texte de cette loi est celui qui figure dans le document n°161 du Sénat (1956-1957).

C'est sous la réserve formelle que le texte qui sera publié au Moniteur belge sera identique à celui qui figure dans ce document, que sont faites les observations ayant trait aux dispositions reprises de ce texte, qui suivent :

I. LE PROJET D'ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION.

Préambule :

1er alinéa : textes français et néerlandais; il convient d'écrire : "... service, notamment ... " et "... 1951, namelijk ...".

Dispositif.

1° Comme il sera exposé plus loin, les articles 99 et 100 de la loi du 15 juin 1951 (articles 109 et 110 de la coordination), qui modifient le Code pénal, ne doivent pas être repris dans la coordination.

2° La loi du 22 juillet 1952 est entièrement abrogée par la loi du 5 juillet 1957 (non encore publiée), soit de manière expresse, soit par remplacement des dispositions de la loi du 15 juin 1951 que cette loi modifiait.

.../...

3° Comme il sera exposé plus loin, au sujet de l'article 83 de la coordination, les articles 5 et 10 de la première loi du 23 décembre 1955 et l'article 9 de la deuxième loi de la même date ne sont pas entièrement repris dans la coordination; il y a lieu d'indiquer dans le dispositif de l'arrêté de coordination quelles parties de ces articles sont reprises.

Compte tenu de ces observations, l'article 1er de l'arrêté royal devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 1er.-

La loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, à l'exception des articles 99 et 100; la loi du 14 décembre 1953; les articles 5, § 3, alinéa 2, et 10, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs; l'article 9, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs; la loi du 1er juillet 1957 et la loi du 5 juillet 1957, sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté".

.../...

II. LES TEXTES COORDONNES.

Observations communes à plusieurs articles en vue d'assurer l'uniformité de la terminologie.

Il convient de substituer les mots "au Congo belge ou au Ruanda-Urundi" aux mots "à la colonie". Cette observation s'applique aux articles 10, § 1er, 1°, alinéa 9, et 9°, 21, § 1er, 33, § 1er, 39 et 46, §§ 1er et 7.

A la version néerlandaise, il convient de substituer le mot "betrokkene" au mot "belanghebbende".

Cette observation s'applique aux articles 4, §§ 3 et 4 (2 fois), 7, § 2, alinéa 2, 16, §§ 2 et 4, 28, § 1er, 37, § 4, 46, § 7, alinéa 3, 47, § 2, alinéa 3, 48, 52, § 3, 59, §§ 1er, 2 et 3, 76, § 1er, 89, 98, alinéa 3.

Dans le texte néerlandais il convient de substituer le mot "dienstneming" aux mots "verbintenis" et "dienstverbintenis". Cette observation s'applique aux articles 8, § 1er, 16, § 2, 83, alinéas 2, 3 et 4, et 86, alinéa 2.

Dans le texte néerlandais, il convient en outre de substituer les mots "per aangetekende brief" aux mots "bij aangetekende zending" et "per aangetekende zending".

Cette observation s'applique aux articles 21, § 3, alinéa 2, 32, § 1er, 3° et 4°, 51, § 2.

.../...

Observation générale concernant les notes de bas de page.

Dans toutes ces notes, il y a lieu de supprimer les mots "Voir l'" et "Zie".

Article 1er.

Texte français :

alinéa 2 : le texte légal porte : "du contingent annuel", et il n'y a pas lieu d'y substituer les mots "du contingent de l'année";

alinéa 3 : le texte légal porte : "levée désignée";

alinéa 8 : (2e alinéa de la page 2) : au texte légal, il y a une virgule entre les mots"observation" et "ordonné".

Texte néerlandais :

alinéa 5 : le document 161 porte:"Lichtingssterkte" et non "Sterkte van het contingent";

ibidem : le document 161 porte : "vervulling van de werkelijke dienst". Pour corriger cette erreur matérielle le projet y substitue les mots "vervulling van de militaire dienst". Après ces mots, un renvoi (1) à une note de bas de page devrait faire ressortir qu'il s'agit de la correction d'une erreur matérielle;

.../...

alinéa 8 : il s'indique d'écrire "wanneer hij daarnaar verwezen werd" au lieu de "wanneer hij daar naar verwezen werd". Les deux graphies étant correctes, il n'y a pas de raison de modifier celle du texte légal.

La note de base de page doit se lire :

"Article 1er. Article 1er de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 1er de la loi du 5 juillet 1957.

(1) Le texte légal dans sa version néerlandaise porte: "tot vervulling van de werkelijke dienst".

Article 2.

La première phrase du § 2 devrait être suivie d'un renvoi (1) à une note de base de page rédigée comme suit :

(1) Voir toutefois l'article 2 de la loi du 1er janvier 1856 concernant les immunités des consuls des puissances étrangères en Belgique.

Article 3.

Si l'autorisation de coordination permet au Roi de modifier la rédaction des textes pour assurer une terminologie uniforme, elle ne l'autorise pas à interpréter et à modifier en conséquence le texte légal.

.../...

Dès lors, il y a lieu de maintenir intégralement pour le § 3, tant la version française que néerlandaise du document n° 161. La version française porte "qui lui était imposée" et ne porte pas de virgules après les mots "la période d'instruction", ni après les mots "qui lui était imposée". La version néerlandaise porte : "... welke hem als dienstplichtige of vrijwilliger was opgelegd, zo hij tot het speciaal contingent behoort".

Article 4.

Texte français : § 1er, 3e ligne : le texte légal porte "l'année au cours ...".

Texte néerlandais, § 2 : le texte légal porte une virgule entre les mots "wordt" et "zo hij" à la 2e ligne et entre les mots "lichting waartoe", à la 4e ligne.

Article 6.

Texte néerlandais, § 2, 5e ligne : le texte légal porte une virgule après "bereikt".

Article 7.

Texte néerlandais, § 1er, avant-dernière ligne : le texte légal porte "geeft hem ...".

§ 2 : le texte légal porte "Bij inwilliging".

Article 8.

Texte français, § 2, 2e ligne : le document n° 161 ne porte pas de virgule après le mot "parties".

.../...

Texte néerlandais, § 1er : le document n° 161 porte une virgule :

1° à la ligne 12, après les mots "van het jaar";
2° à la ligne 21, après le mot "dienstplichtigen";
3° à l'avant-dernière ligne, avant les mots "die zonder".

- ibidem : le document n° 161 porte "militiestand" au lieu de "militietoestand". Le terme "militiestand", qui est d'ailleurs utilisé aux articles 21, 23 et 111 de la coordination, doit être maintenu.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 8. Article 8 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 4 de la loi du 5 juillet 1955".

Article 10.

Texte français, § 1er, 5° (page 11) : le texte légal porte : "Celui qui, au moment où son terme de service actif devrait prendre cours, aurait ...". Ce texte n'a été modifié par aucune disposition ultérieure et la modification proposée par le projet n'est pas justifiée par des considérations d'uniformisation de la terminologie.

Texte néerlandais, § 1er, 1°, alinéa 3 : le texte légal porte : "wapenen", graphie qui est conservée dans les autres articles du projet où il est question des armes et services.

- ibidem, alinéa 8 : il convient d'écrire : "de wetten op de inkomstenbelastingen".

§ 2, 2e ligne : le document n° 161 porte une virgule après les mots "te bekomen".

.../...

§ 4, 2°, 6e ligne : le document n° 161 porte "burgerlijk mijningenieur".

§ 4, 3°, 1ère ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "ingeschrevenen".

Article 11.

Texte néerlandais, § 3 : le document n° 161 porte "Maakt".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 11. Article 11 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 12.

Texte néerlandais, 1° et 2°, le document n° 161 porte "uitsteltermijnen" et non "uitstellen"; il n'y a pas lieu de substituer le mot "uitstellen", qui d'ailleurs ne s'emploie qu'au singulier, à celui du document n° 161.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 12. Article 12 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 7 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 13.

Texte français : § 1er, 1°, 1er alinéa : le document n° 161 porte une virgule après le mot "bénéficié".

Texte néerlandais, § 1er, 1° : il conviendrait de substituer aux mots "... als voorzien bij" les mots "op grond van", et à l'alinéa suivant "... zoals daarbij is voorzien" les mots "zoals daarbij is voorgeschreven".

- ibidem, dernier alinéa de la page 14, 3e ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "broeders".

.../...

- ibidem, 2° : texte néerlandais, phrase liminaire, le document n° 161 porte "legerkader", mais le mot "legerpersoneel", qui y est substitué, corrige cette erreur matérielle. Il y a lieu de faire suivre ce mot par un renvoi (1) à une note de bas de page.

- ibidem, 2°, a : le document n° 161 porte une virgule après "door de vijand".

- ibidem, 2°, b : le document n° 161 ne porte pas de virgule après le mot "gevangene".

- ibidem, 3° : le document n° 161 porte une virgule après les mots "is geworden", mais ne porte pas de virgule après le mot "verblijf".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 13. Article 13 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 8 de la loi du 5 juillet 1957".

- (1) Le texte légal dans sa version néerlandaise porte : "legerkader".

Article 14.

Texte néerlandais, § 2, alinéa 1er : le texte légal porte : "te zwak lichaamsgestel_".

§ 3. En vue d'assurer l'uniformité de la terminologie, il convient d'écrire "lichaamsgebreken" au lieu de "gebreken" (cfr les articles 13, § 1er, 2°, 42, 47 et 61).

La note de bas de page doit se lire :

"Article 14 : Article 14, §§ 1er, 2 et 3, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951".

Article 15, § 1er, 3°.

Au texte néerlandais, il convient de substituer aux mots "voorzien onder", les mots "omschreven bij".

.../...

Intitulé de la Section VII précédant l'article 16.

Il convient d'écrire "gebieden" au lieu de "gebiedsdelen".

Article 16.

Texte français, § 1er, 2e ligne : le document n° 161 porte une virgule après les mots "Ministre des Colonies".

Texte néerlandais, § 1er, 2° : le document n° 161 porte une virgule après le mot "ingeschrevene".

§ 4, avant-dernière ligne : le document n° 161 porte "verbintenissen".

§ 5, alinéa 1er in fine et alinéa 2 : le texte ne correspond pas à celui du document n° 161 dans lequel les mots "duur van de dienstplicht wordt behandeld als" ont été omis par erreur. Il convient de révéler la correction de cette erreur par un renvoi (1) après ces mots, à une note de bas de page. Au dernier alinéa, par contre, il n'y a pas lieu de remplacer le mot "hem" par les mots "de dienstplichtigen die te zijner beschikking zijn gesteld". Bien que la version néerlandaise du document n° 161 soit plus laconique que la version française, elle a exactement la même portée, et il ne s'agirait donc pas, en l'espèce, d'une correction d'erreur matérielle.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 16. Article 16 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 10 de la loi du 5 juillet 1957".

(1) Le texte légal, dans sa version néerlandaise, porte : "en dan ook ten aanzien van de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse".

.../...

Article 17.

Texte français, alinéa 2, 3e avant-dernière ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "prolongée"

Article 20.

Texte français, § 3 : le document n° 161 porte : "pour accomplir le terme de service ...".

§ 4, le document n° 161 porte : "l'objet de sa demande".

Texte néerlandais, § 2 : la préposition "van" après le mot "afkeuring" doit être rayée.

- ibidem : en vue d'assurer l'uniformité de la terminologie, il convient d'écrire "lichaamsgebreken" au lieu de "gebrekkigheden" (cfr les articles 13, § 1er, 2°, 42, 47 et 61).

Article 28.

Texte néerlandais, § 3, alinéa 2 : il est préférable d'écrire : "eedformulier".

Article 30.

Au texte néerlandais, il convient d'écrire : "hoger beroep".

Articles 22 - 23 - 25 - 26 - 30 et 31.

Les notes de bas de page doivent se lire :

"Article 22 : Article 22 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 13 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

"Article 23 : Article 23 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 14 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 25 : Article 25 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 16 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 26. Article 26 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 30 : Article 30 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 19 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 31 : Article 31 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 32.

Texte néerlandais, § 3 : il convient d'écrire "de dienstplichtige" au lieu de "de belanghebbende" et de faire suivre ce mot par un renvoi (1) à une note de bas de page, qui révèle qu'il s'agit de la correction d'une erreur matérielle.

Cette note de bas de page, qui suivrait la note du projet, relative à l'article 32, devrait être rédigée comme suit :

"(1) Le texte légal, dans sa version néerlandaise, porte "de belanghebbende".

Article 33.

Texte néerlandais, §§ 1er et 2 il convient d'écrire : "Het recht van hoger beroep".

§ 3 : il convient d'écrire "de in artikel 32 bepaalde termijn" au lieu de "de in artikel 32 voorziene termijn".

.../..

Article 37.

Texte néerlandais, § 3 : il convient d'écrire : "als bedoeld in" au lieu de "als voorzien bij".

Article 42.

Texte français, 2e ligne : le texte légal porte une virgule après le mot "opérations".

Texte néerlandais, lère ligne de la formule de serment : le texte légal ne porte pas de virgule après les mots "Ik zweer".

Article 44.

Texte français, alinéa 2, 4e ligne : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "Ruanda-Urundi".

Texte néerlandais, alinéa ler : il convient de substituer le mot "bedoeld" au mot "voorzien".

Article 45.

Texte néerlandais, §§ ler et 2 : il convient d'écrire "voorgeschreven onderzoek" au lieu de "voorzien onderzoek".

Article 48.

Texte néerlandais, alinéa ler, dernière ligne : le texte légal porte une virgule après le mot "ingediend".

Article 49.

Texte néerlandais, alinéa 2 : il y a lieu de substituer le mot "bedoeld" au mot "voorzien".

.../.

Intitulé de la Section V précédant l'article 50 :

Texte néerlandais : le texte légal porte : "Voorziening in verbreking".

La même observation vaut pour l'article 50, pour l'article 51, § 1er, alinéa 1er, pour l'article 52, § 3.

Aux articles 52, § 1er, alinéa 1er, et § 2, et 53, §§ 1er et 2, le texte légal porte "Hof van verbreking" et "verbreking".

Comme le projet de texte néerlandais pour la revision de la Constitution déposé sur le bureau de la Chambre (Session 1955-1956, doc. n° 420) porte : "Hof van Cassatie" et qu'il est dit dans le commentaire (p.11) : "de cassatie vormt niet een derde graad in de rechtsbedeling" , la substitution du terme "cassatie" au terme "verbreking" semble toutefois pouvoir se réclamer de l'uniformisation de la terminologie.

Intitulé de la Section VI précédant l'article 54 :

Texte néerlandais : le document n° 161 porte "Afstand van" au lieu de "Verzaking van".

Article 54.

Texte néerlandais, alinéa 1er : le document n° 161 porte : "... overgegeven, van zijn aanwijzing van het speciale contingent afstand doen ...". Il n'y a aucun motif de modifier la terminologie de la loi.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 54 : Article 55 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 26 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

Articles 55 et 56.

Les notes de bas de page doivent se lire :

"Article 55 : Article 56, §§ 1er et 2, de la loi du 15 juin 1951".

"Article 56 : Article 56, § 3, de la loi du 15 juin 1951".

Article 62.

Texte français : alinéa 2 : le document n° 161 porte une virgule après les mots "à l'étranger".

Texte néerlandais, alinéa 2 : il faut "Britse Eilanden".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 62 : Article 62 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 28 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 63.

Texte néerlandais, § 2 : il convient d'écrire "opleidingsperiode" au lieu de "instructieperiode" (cfr article 62).

- § 4, alinéa 3 : il convient d'écrire "moederlandse basis" au lieu de "basis van het moederland" (cfr article 63, § 4, alinéa 1er, article 72, § 1er, 2°).

Article 65.

Texte néerlandais, § 1er, 1° : il convient d'écrire "bedoeld" au lieu de "voorzien".

- § 3 : Par souci d'uniformité dans la terminologie, il convient d'écrire au texte néerlandais ' de militaire overheid" au lieu de "het militaire gezag" (comparer articles 1er, alinéa 5, et 56).

.../...

Article 66.

Texte français, § 2 : au document n° 161, les mots "appelé pour l'accomplir" sont entre deux virgules.

Texte néerlandais, § 2 : le document n° 161 porte à la 4e ligne : "legereenheid".

A la note de bas de page (p. 50), la mention de la loi du 1er juillet 1957 doit précéder et non suivre celle de la loi du 5 juillet 1957.

Article 67.

Texte néerlandais, 2°, in fine : le texte légal porte "ter kennis van de Kamers" et non "van het Parlement". Par contre, à l'article 70, alinéa 2, le document n° 161 porte "van het Parlement". Le projet veut unifier la terminologie en utilisant l'expression "van het Parlement", mais c'est là une erreur : l'appellation de Parlement ne figure pas dans la Constitution, qui n'emploie que l'expression "Chambres" ou "Chambres législatives".

Article 68.

Texte français, § 2 : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "aux rappels prévus".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 68 : Article 68 bis introduit dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 33 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 70.

Texte néerlandais : le document n° 161 porte :

- alinéa 1er, 4e ligne : "oefening en"
- alinéa 2, 2e ligne :"worden zo".

.../...

La note de bas de page doit se lire :

"Article 70 : Article 70 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 71.

Texte français, § 1er, 2e ligne de la page 54 : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "décision motivée".

Texte néerlandais, § 2, alinéa 1er, 5e ligne, le document n° 161 porte une virgule après le mot "worden".

- § 3, alinéa 1er, 2e ligne : le document n° 161 ne porte pas le mot "de" entre "mag" et "honderd".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 71 : Article 71 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 36 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 72.

Texte français, § 1er, 3° : le document n° 161 porte une virgule après "exceptionnels".

Texte néerlandais, § 1er, 3° : le document n° 161 porte "de verloven" et porte une virgule après "redenen".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 72 : Article 72 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Intitulé du chapitre VIII.

Cet intitulé devrait être suivi d'un renvoi (1) à une note de bas de page rédigée comme suit :

"(1) Pour les engagements et rengagements des membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, voir article 3 de la loi du 30 mai 1951, modifié par la loi du 2 février 1953".

Article 78.

Texte néerlandais, alinéa 2, 2e ligne : le texte légal porte : "... of voorgoed ontslagen kunnen ..." (cfr. articles 83, alinéa 5, et 86, alinéa 3).

Article 80.

Texte néerlandais, § 1er, 2e ligne : au texte légal, il n'y a pas de virgule après le mot "dag".

- § 2 : il convient d'écrire "bedoeld" au lieu de "voorzien" (2 fois).

Article 81.

Texte néerlandais : il convient d'écrire "bepaald" au lieu de "voorzien".

Article 83.

Les alinéas 3 et 5 sont la reproduction de l'article 83, respectivement alinéas 3 et 4 nouveaux de la loi du 15 juin 1951 (voir document n° 161, article 42).

.../...

L'article 83, alinéa 3 nouveau, a abrogé implicitement l'article 5, § 3, alinéa ler, et l'article 10, alinéa ler, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, ainsi que l'article 9, alinéa ler, de la loi de la même date sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

L'article 83, alinéa 4 nouveau, a abrogé implicitement l'article 5, § 3, alinéa 3, et l'article 10, alinéa 3, de la première de ces lois et l'article 9, alinéa 3, de la seconde.

La note de bas de page devrait faire état de ces abrogations implicites.

Quant à l'alinéa 4, la note de bas de page devrait également signaler qu'il s'agit du texte combiné des articles 5, § 3, alinéa 2, et 10, alinéa 2, de la première de ces lois ainsi que de l'article 9, alinéa 2, de la seconde.

Cet alinéa serrerait de plus près le texte des lois considérées, s'il était rédigé comme suit :

"Si l'engagement du candidat officier auxiliaire, de l'officier auxiliaire, de même que du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire appartenant au personnel navigant de la force aérienne, est résilié pour motif disciplinaire ou pour inaptitude morale, l'intéressé est tenu ... (comme au projet)".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 83 : alinéas ler à 3 et 5 : article 83 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 42 de la loi du 5 juillet 1957;

.../...

alinéa 4 : texte combiné des articles 5, § 3, alinéa 2, et article 10, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, et article 9, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs".

N.B. L'article 5, § 3, alinéas 1er et 3, et l'article 10, alinéas 1er et 3, de la première de ces lois du 23 décembre 1955 ainsi que l'article 9, alinéas 1er et 3, de la seconde, n'ont pas été reproduits en raison de leur abrogation implicite par l'article 42 de la loi du 5 juillet 1957, qui a remplacé l'article 83 de la loi du 15 juin 1951.

Article 86.

Texte néerlandais : en vue d'assurer une terminologie uniforme, il conviendrait de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Zij kunnen echter met onbepaald verlof gezonden worden, in welk geval zij worden behandeld, wederoproepingen inbegrepen, zoals de klasse genoemd naar het jaar waarin zij een dienstneming hebben aangegaan" (comparer les articles 12 et 79, alinéa 1er).

Article 87.

Il serait plus conforme à la terminologie utilisée aux articles 2 et 3, d'écrire "dienstverplichtingen" au lieu de "militaire verplichtingen".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 87 : Article 86 bis inséré dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 44 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

Article 88.

Texte néerlandais, alinéa 1er, 2e ligne : le document n° 161 porte une virgule après les mots "oud zijn".

- alinéa 1er, 1° : devrait être rédigé comme suit :

"1° van goed zedelijk gedrag zijn".

Article 89.

Textes français et néerlandais : alinéa 1er : dans le document n° 161, les deux phrases composant cet alinéa forment chacune un alinéa distinct. Il importe de rétablir cette présentation.

Texte néerlandais : pour des motifs d'uniformité de terminologie, il conviendrait de rédiger la deuxième phrase comme suit : "De dienstneming wordt verbroken wanneer de betrokkene dit wegens zwangerschap verzoekt".

Pour l'ensemble des articles 88 à 96, une note de bas de page unique (page 62) devrait remplacer toutes les notes des pages 62, 63 et 64. Elle devrait être rédigée comme suit :

"Articles 88 à 96 - Articles 86 ter à 86 undecies, insérés dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 97.

Texte néerlandais, 2° : le document n° 161 porte "Van het feit dat twee van hun broeders ...".

.../...

Article 101.

La note de base de page doit se lire :

"Article 101 : Article 91 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 48 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 102.

Texte français, § 1er, alinéa 3, 3e ligne : le texte légal porte une virgule après les mots "qu'il désigne".

Article 103.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 103: Article 93 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 49 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 105.

Au 5°, les mots "de la présente loi" et "van deze wet" doivent être remplacés respectivement par "des présentes lois coordonnées" et "van deze gecoördineerde wetten".

.../...

Article 107.

Texte français , § 1er, 1°, 6e ligne : le document 161 ne porte pas de virgule après les mots "en temps de paix".

Texte néerlandais : § 2 : il convient d'écrire "bepaald" au lieu de "voorzien".

Article 108.

Même observation que pour l'article 105.

Texte néerlandais, § 2 : il convient d'écrire "omschreven" au lieu de "voorzien".

Articles 109 et 110.

Ces articles, qui reprennent les articles 99 et 100 de la loi du 15 juin 1951, modifient le Code pénal. Ils ne doivent pas être repris dans la coordination.

Les articles 111 et suivants, qui reprennent des dispositions transitoires des lois des 15 juin 1951 et 5 juillet 1957, ne doivent pas être repris dans la coordination. Si certaines de ces disposition sont

.../...

encore en vigueur et méritent dès lors d'être rappelées, elles doivent être reproduites en même temps que les dispositions abrogatoires et les dispositions fixant l'entrée en vigueur, à la suite des notes de bas de page sous un intitulé général : "Dispositions non reprises dans la coordination".

Les dispositions transitoires qui ont cessé d'être en vigueur devraient être omises. La question de savoir quelles dispositions transitoires de la loi du 15 juin 1951 et de la loi du 5 juillet 1957 sont encore ou ne sont plus en vigueur, est une question de fait. Le Conseil d'Etat s'abstient donc d'examiner ces articles.

Après l'article 108, qui doit être le dernier article de la coordination, il y a donc lieu d'insérer la liste des dispositions non coordonnées. Cette liste devrait être rédigée comme suit :

"Les dispositions suivantes n'ont pas été coordonnées :

1° Loi du 15 juin 1951 :

a. Article 14, § 3, alinéas 2 et 3 :
Dans les trois mois de la publication de la présente loi, le Roi fixera de nouveaux critères d'aptitude. Ceux-ci seront applicables dès les opérations d'examen médical de la levée de 1953.

.../...

b. Article 99. Il est ajouté au Code pénal un article 135ter, libellé comme suit :

"Article 135 ter. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois celui qui, par dons, rémunérations, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, aura recruté des hommes ou aura provoqué ou recueilli des engagements d'hommes au profit d'une armée ou d'une troupe étrangère.

Des dérogations à l'interdiction de recrutement par dons, rémunérations, promesses, peuvent être édictées par le Roi".

c. Article 100 : Le dernier alinéa de l'article 264 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

"Qui a procédé à la publication ou à la célébration d'un mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale".

d. Article 102 : § 1er. Ceux qui ont acquis une situation de milice sous la législation antérieure à la présente loi passent avec cette situation sous le régime de la présente loi.

§ 2. Celui qui a bénéficié d'un sursis exceptionnel ou exceptionnel spécial alors qu'en raison de son âge il n'avait plus droit au sursis ordinaire est dispensé de plein droit du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de sa classe d'âge.

.../...

§ 3. Toutes les dispositions de l'article 7 sont applicables à celui qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est réfractaire ou remplit les conditions prévues par la législation antérieure à la présente loi pour être déclaré réfractaire.

§ 4. Celui qui est en sursis d'appel en vertu de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif aux obligations de service des miliciens travaillant dans la mine est rattaché à la plus prochaine levée.

e. Article 103 : Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à régulariser la situation exceptionnelle de certains miliciens nés avant le 1er janvier 1928, en leur faisant application, dans les limites de ses attributions, des dispositions de la législation antérieure à la présente loi.

f. Article 104 : Celui qui, avantl'entrée en vigueur de la présente loi, a commis un délit prévu par la législation antérieure à la présente loi reste passible des peines et justiciable de la juridiction déterminées par cette législation.

g. Article 107 : Sont abrogés :

1° les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par arrêté royal du 15 février 1937 et modifiées par la loi du 20 août 1947 et la loi du 21 août 1948;

.../...

2° L'arrêté-loi du 17 juillet 1941, relatif à la répression de la désertion, modifié par l'arrêté-loi du 30 janvier 1946;

3° Les arrêtés-lois relatifs au régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service, coordonnés par l'arrêté-loi du 22 décembre 1942 et modifiés par l'arrêté-loi du 5 août 1943;

4° L'arrêté-loi du 31 août 1944, instituant un régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service dans les parties du territoire libérées de l'occupation ennemie, modifié par l'arrêté-loi du 16 septembre 1944;

5° L'arrêté du Régent du 31 octobre 1944, relatif au régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service;

6° L'arrêté-loi du 14 avril 1945, relatif aux obligations de service des miliciens travaillant dans la mine;

7° L'arrêté-loi du 25 juin 1946, remettant en vigueur le régime normal de la loi de milice, modifié par l'arrêté-loi du 27 février 1947 et la loi du 20 août 1947;

8° L'arrêté-loi du 27 février 1947, portant dispense du service actif pour les miliciens des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, nés avant le 1er janvier 1928;

.../...

§ 4, 2°, 6e ligne : le document n° 161 porte "burgerlijk mijningenieur".

§ 4, 3°, 1ère ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "ingeschrevenen".

Article 11.

Texte néerlandais, § 3 : le document n° 161 porte "Maakt".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 11. Article 11 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 12.

Texte néerlandais, 1° et 2°, le document n° 161 porte "uitsteltermijnen" et non "uitstellen"; il n'y a pas lieu de substituer le mot "uitstellen", qui d'ailleurs ne s'emploie qu'au singulier, à celui du document n° 161.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 12. Article 12 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 7 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 13.

Texte français : § 1er, 1°, 1er alinéa : le document n° 161 porte une virgule après le mot "bénéficié".

Texte néerlandais, § 1er, 1° : il conviendrait de substituer aux mots "... als voorzien bij" les mots "op grond van", et à l'alinéa suivant "... zoals daarbij is voorzien" les mots "zoals daarbij is voorgeschreven".

- ibidem, dernier alinéa de la page 14, 3e ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "broeders".

.../...

- ibidem, 2° : texte néerlandais, phrase liminaire, le document n° 161 porte "legerkader", mais le mot "legerpersoneel", qui y est substitué, corrige cette erreur matérielle. Il y a lieu de faire suivre ce mot par un renvoi (1) à une note de bas de page.

- ibidem, 2°, a : le document n° 161 porte une virgule après "door de vijand".

- ibidem, 2°, b : le document n° 161 ne porte pas de virgule après le mot "gevangene".

- ibidem, 3° : le document n° 161 porte une virgule après les mots "is geworden", mais ne porte pas de virgule après le mot "verblijf".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 13. Article 13 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 8 de la loi du 5 juillet 1957".

- (1) Le texte légal dans sa version néerlandaise porte : "legerkader".

Article 14.

Texte néerlandais, § 2, alinéa 1er : le texte légal porte : "te zwak lichaamsgestel_".

§ 3. En vue d'assurer l'uniformité de la terminologie, il convient d'écrire "lichaamsgebreken" au lie de "gebreken" (cfr les articles 13, § 1er, 2°, 42, 47 et 61)

La note de bas de page doit se lire :

"Article 14 : Article 14, §§ 1er, 2 et 3, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951".

Article 15, § 1er, 3°.

Au texte néerlandais, il convient de substituer aux mots "voorzien onder", les mots "omschreven bij".

.../...

Intitulé de la Section VII précédant l'article 16.

Il convient d'écrire "gebieden" au lieu de "gebiedsdelen".

Article 16.

Texte français, § 1er, 2e ligne : le document n° 161 porte une virgule après les mots "Ministre des Colonies".

Texte néerlandais, § 1er, 2° : le document n° 161 porte une virgule après le mot "ingeschrevene".

§ 4, avant-dernière ligne : le document n° 161 porte "verbintenissen".

§ 5, alinéa 1er in fine et alinéa 2 : le texte ne correspond pas à celui du document n° 161 dans lequel les mots "duur van de dienstplicht wordt behandeld als" ont été omis par erreur. Il convient de révéler la correction de cette erreur par un renvoi (1) après ces mots, à une note de bas de page. Au dernier alinéa, par contre, il n'y a pas lieu de remplacer le mot "hem" par les mots "de dienstplichtigen die te zijner beschikking zijn gesteld". Bien que la version néerlandaise du document n° 161 soit plus laconique que la version française, elle a exactement la même portée, et il ne s'agirait donc pas, en l'espèce, d'une correction d'erreur matérielle.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 16. Article 16 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 10 de la loi du 5 juillet 1957".

(1) Le texte légal, dans sa version néerlandaise, porte : "en dan ook ten aanzien van de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse".

.../...

Article 17.

Texte français, alinéa 2, 3e avant-dernière ligne : le document n° 161 porte une virgule après le mot "prolongée"

Article 20.

Texte français, § 3 : le document n° 161 porte : "pour accomplir le terme de service ...".

§ 4, le document n° 161 porte : "l'objet de sa demande".

Texte néerlandais, § 2 : la préposition "van" après le mot "afkeuring" doit être rayée.

- ibidem : en vue d'assurer l'uniformité de la terminologie, il convient d'écrire "lichaamsgebreken" au lieu de "gebrekkigheden" (cfr les articles 13, § 1er, 2°, 42, 47 et 61).

Article 28.

Texte néerlandais, § 3, alinéa 2 : il est préférable d'écrire : "eedformulier".

Article 30.

Au texte néerlandais, il convient d'écrire : "hoger beroep".

Articles 22 - 23 - 25 - 26 - 30 et 31.

Les notes de bas de page doivent se lire :

"Article 22 : Article 22 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 13 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

"Article 23 : Article 23 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 14 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 25 : Article 25 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 16 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 26. Article 26 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 30 : Article 30 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 19 de la loi du 5 juillet 1957".

"Article 31 : Article 31 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 32.

Texte néerlandais, § 3 : il convient d'écrire "de dienstplichtige" au lieu de "de belanghebbende" et de faire suivre ce mot par un renvoi (1) à une note de bas de page, qui révèle qu'il s'agit de la correction d'une erreur matérielle.

Cette note de bas de page, qui suivrait la note du projet, relative à l'article 32, devrait être rédigée comme suit :

"(1) Le texte légal, dans sa version néerlandaise, porte "de belanghebbende".

Article 33.

Texte néerlandais, §§ 1er et 2 il convient d'écrire : "Het recht van hoger beroep".

§ 3 : il convient d'écrire "de in artikel 32 bepaalde termijn" au lieu de "de in artikel 32 voorziene termijn".

.../..

Article 37.

Texte néerlandais, § 3 : il convient d'écrire : "als bedoeld in" au lieu de "als voorzien bij".

Article 42.

Texte français, 2e ligne : le texte légal porte une virgule après le mot "opérations".

Texte néerlandais, lère ligne de la formule de serment : le texte légal ne porte pas de virgule après les mots "Ik zweer".

Article 44.

Texte français, alinéa 2, 4e ligne : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "Ruanda-Urundi".

Texte néerlandais, alinéa ler : il convient de substituer le mot "bedoeld" au mot "voorzien".

Article 45.

Texte néerlandais, §§ ler et 2 : il convient d'écrire "voorgeschreven onderzoek" au lieu de "voorzien onderzoek".

Article 48.

Texte néerlandais, alinéa ler, dernière ligne : le texte légal porte une virgule après le mot "ingediend".

Article 49.

Texte néerlandais, alinéa 2 : il y a lieu de substituer le mot "bedoeld" au mot "voorzien".

.../.

Intitulé de la Section V précédant l'article 50 :

Texte néerlandais : le texte légal porte : "Voorziening in verbreking".

La même observation vaut pour l'article 50, pour l'article 51, § 1er, alinéa 1er, pour l'article 52, § 3.

Aux articles 52, § 1er, alinéa 1er, et § 2, et 53, §§ 1er et 2, le texte légal porte "Hof van verbreking" et "verbreking".

Comme le projet de texte néerlandais pour la revision de la Constitution déposé sur le bureau de la Chambre (Session 1955-1956, doc. n° 420) porte : "Hof van Cassatie" et qu'il est dit dans le commentaire (p.11) : "de cassatie vormt niet een derde graad in de rechtsbedeling" , la substitution du terme "cassatie" au terme "verbreking" semble toutefois pouvoir se réclamer de l'uniformisation de la terminologie.

Intitulé de la Section VI précédant l'article 54 :

Texte néerlandais : le document n° 161 porte "Afstand van" au lieu de "Verzaking van".

Article 54.

Texte néerlandais, alinéa 1er : le document n° 161 porte : "... overgegeven, van zijn aanwijzing van het speciale contingent afstand doen ...". Il n'y a aucun motif de modifier la terminologie de la loi.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 54 : Article 55 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 26 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

Articles 55 et 56.

Les notes de bas de page doivent se lire :

"Article 55 : Article 56, §§ 1er et 2, de la loi du 15 juin 1951".

"Article 56 : Article 56, § 3, de la loi du 15 juin 1951".

Article 62.

Texte français : alinéa 2 : le document n° 161 porte une virgule après les mots "à l'étranger".

Texte néerlandais, alinéa 2 : il faut "Britse Eilanden".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 62 : Article 62 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 28 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 63.

Texte néerlandais, § 2 : il convient d'écrire "opleidingsperiode" au lieu de "instructieperiode" (cfr article 62).

- § 4, alinéa 3 : il convient d'écrire "moederlandse basis" au lieu de "basis van het moederland" (cfr article 63, § 4, alinéa 1er, article 72, § 1er, 2°).

Article 65.

Texte néerlandais, § 1er, 1° : il convient d'écrire "bedoeld" au lieu de "voorzien".

- § 3 : Par souci d'uniformité dans la terminologie, il convient d'écrire au texte néerlandais ' de militaire overheid" au lieu de "het militaire gezag" (comparer articles 1er, alinéa 5, et 56).

.../...

Article 66.

Texte français, § 2 : au document n° 161, les mots "appelé pour l'accomplir" sont entre deux virgules.

Texte néerlandais, § 2 : le document n° 161 porte à la 4e ligne : "legereenheid".

A la note de bas de page (p. 50), la mention de la loi du 1er juillet 1957 doit précéder et non suivre celle de la loi du 5 juillet 1957.

Article 67.

Texte néerlandais, 2°, in fine : le texte légal porte "ter kennis van de Kamers" et non "van het Parlement". Par contre, à l'article 70, alinéa 2, le document n° 161 porte "van het Parlement". Le projet veut unifier la terminologie en utilisant l'expression "van het Parlement", mais c'est là une erreur : l'appellation de Parlement ne figure pas dans la Constitution, qui n'emploie que l'expression "Chambres" ou "Chambres législatives".

Article 68.

Texte français, § 2 : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "aux rappels prévus".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 68 : Article 68 bis introduit dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 33 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 70.

Texte néerlandais : le document n° 161 porte :

- alinéa 1er, 4e ligne : "oefening en"
- alinéa 2, 2e ligne :"worden zo".

.../...

La note de bas de page doit se lire :

"Article 70 : Article 70 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 71.

Texte français, § 1er, 2e ligne de la page 54 : le document n° 161 ne porte pas de virgule après les mots "décision motivée".

Texte néerlandais, § 2, alinéa 1er, 5e ligne, le document n° 161 porte une virgule après le mot "worden".

- § 3, alinéa 1er, 2e ligne : le document n° 161 ne porte pas le mot "de" entre "mag" et "honderd".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 71 : Article 71 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 36 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 72.

Texte français, § 1er, 3° : le document n° 161 porte une virgule après "exceptionnels".

Texte néerlandais, § 1er, 3° : le document n° 161 porte "de verloven" et porte une virgule après "redenen".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 72 : Article 72 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Intitulé du chapitre VIII.

Cet intitulé devrait être suivi d'un renvoi (1) à une note de bas de page rédigée comme suit :

"(1) Pour les engagements et rengagements des membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, voir article 3 de la loi du 30 mai 1951, modifié par la loi du 2 février 1953".

Article 78.

Texte néerlandais, alinéa 2, 2e ligne : le texte légal porte : "... of voorgoed ontslagen kunnen ..." (cfr. articles 83, alinéa 5, et 86, alinéa 3).

Article 80.

Texte néerlandais, § 1er, 2e ligne : au texte légal, il n'y a pas de virgule après le mot "dag".

- § 2 : il convient d'écrire "bedoeld" au lieu de "voorzien" (2 fois).

Article 81.

Texte néerlandais : il convient d'écrire "bepaald" au lieu de "voorzien".

Article 83.

Les alinéas 3 et 5 sont la reproduction de l'article 83, respectivement alinéas 3 et 4 nouveaux de la loi du 15 juin 1951 (voir document n° 161, article 42).

.../...

L'article 83, alinéa 3 nouveau, a abrogé implicitement l'article 5, § 3, alinéa ler, et l'article 10, alinéa ler, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, ainsi que l'article 9, alinéa ler, de la loi de la même date sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

L'article 83, alinéa 4 nouveau, a abrogé implicitement l'article 5, § 3, alinéa 3, et l'article 10, alinéa 3, de la première de ces lois et l'article 9, alinéa 3, de la seconde.

La note de bas de page devrait faire état de ces abrogations implicites.

Quant à l'alinéa 4, la note de bas de page devrait également signaler qu'il s'agit du texte combiné des articles 5, § 3, alinéa 2, et 10, alinéa 2, de la première de ces lois ainsi que de l'article 9, alinéa 2, de la seconde.

Cet alinéa serrerait de plus près le texte des lois considérées, s'il était rédigé comme suit :

"Si l'engagement du candidat officier auxiliaire, de l'officier auxiliaire, de même que du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire appartenant au personnel navigant de la force aérienne, est résilié pour motif disciplinaire ou pour inaptitude morale, l'intéressé est tenu ... (comme au projet)".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 83 : alinéas ler à 3 et 5 : article 83 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 42 de la loi du 5 juillet 1957;

.../...

alinéa 4 : texte combiné des articles 5, § 3, alinéa 2, et article 10, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, et article 9, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs".

N.B. L'article 5, § 3, alinéas 1er et 3, et l'article 10, alinéas 1er et 3, de la première de ces lois du 23 décembre 1955 ainsi que l'article 9, alinéas 1er et 3, de la seconde, n'ont pas été reproduits en raison de leur abrogation implicite par l'article 42 de la loi du 5 juillet 1957, qui a remplacé l'article 83 de la loi du 15 juin 1951.

Article 86.

Texte néerlandais : en vue d'assurer une terminologie uniforme, il conviendrait de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Zij kunnen echter met onbepaald verlof gezonden worden, in welk geval zij worden behandeld, wederoproepingen inbegrepen, zoals de klasse genoemd naar het jaar waarin zij een dienstneming hebben aangegaan" (comparer les articles 12 et 79, alinéa 1er).

Article 87.

Il serait plus conforme à la terminologie utilisée aux articles 2 et 3, d'écrire "dienstverplichtingen" au lieu de "militaire verplichtingen".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 87 : Article 86 bis inséré dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 44 de la loi du 5 juillet 1957".

.../...

Article 88.

Texte néerlandais, alinéa 1er, 2e ligne : le document n° 161 porte une virgule après les mots "oud zijn".

- alinéa 1er, 1° : devrait être rédigé comme suit :

"1° van goed zedelijk gedrag zijn".

Article 89.

Textes français et néerlandais : alinéa 1er : dans le document n° 161, les deux phrases composant cet alinéa forment chacune un alinéa distinct. Il importe de rétablir cette présentation.

Texte néerlandais : pour des motifs d'uniformité de terminologie, il conviendrait de rédiger la deuxième phrase comme suit : "De dienstneming wordt verbroken wanneer de betrokkene dit wegens zwangerschap verzoekt".

Pour l'ensemble des articles 88 à 96, une note de bas de page unique (page 62) devrait remplacer toutes les notes des pages 62, 63 et 64. Elle devrait être rédigée comme suit :

"Articles 88 à 96 - Articles 86 ter à 86 undecies, insérés dans la loi du 15 juin 1951 par l'article 45 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 97.

Texte néerlandais, 2° : le document n° 161 porte "Van het feit dat twee van hun broeders ...".

.../...

Article 101.

La note de base de page doit se lire :

"Article 101 : Article 91 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 48 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 102.

Texte français, § 1er, alinéa 3, 3e ligne : le texte légal porte une virgule après les mots "qu'il désigne".

Article 103.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 103: Article 93 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 49 de la loi du 5 juillet 1957".

Article 105.

Au 5°, les mots "de la présente loi" et "van deze wet" doivent être remplacés respectivement par "des présentes lois coordonnées" et "van deze gecoördineerde wetten".

.../...

Article 107.

Texte français , § 1er, 1°, 6e ligne : le document 161 ne porte pas de virgule après les mots "en temps de paix".

Texte néerlandais : § 2 : il convient d'écrire "bepaald" au lieu de "voorzien".

Article 108.

Même observation que pour l'article 105.

Texte néerlandais, § 2 : il convient d'écrire "omschreven" au lieu de "voorzien".

Articles 109 et 110.

Ces articles, qui reprennent les articles 99 et 100 de la loi du 15 juin 1951, modifient le Code pénal. Ils ne doivent pas être repris dans la coordination.

Les articles 111 et suivants, qui reprennent des dispositions transitoires des lois des 15 juin 1951 et 5 juillet 1957, ne doivent pas être repris dans la coordination. Si certaines de ces disposition sont

.../...

encore en vigueur et méritent dès lors d'être rappelées, elles doivent être reproduites en même temps que les dispositions abrogatoires et les dispositions fixant l'entrée en vigueur, à la suite des notes de bas de page sous un intitulé général : "Dispositions non reprises dans la coordination".

Les dispositions transitoires qui ont cessé d'être en vigueur devraient être omises. La question de savoir quelles dispositions transitoires de la loi du 15 juin 1951 et de la loi du 5 juillet 1957 sont encore ou ne sont plus en vigueur, est une question de fait. Le Conseil d'Etat s'abstient donc d'examiner ces articles.

Après l'article 108, qui doit être le dernier article de la coordination, il y a donc lieu d'insérer la liste des dispositions non coordonnées. Cette liste devrait être rédigée comme suit :

"Les dispositions suivantes n'ont pas été coordonnées :

1° Loi du 15 juin 1951 :

a. Article 14, § 3, alinéas 2 et 3 :
Dans les trois mois de la publication de la présente loi, le Roi fixera de nouveaux critères d'aptitude. Ceux-ci seront applicables dès les opérations d'examen médical de la levée de 1953.

.../...

b. Article 99. Il est ajouté au Code pénal un article 135ter, libellé comme suit :

"Article 135 ter. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois celui qui, par dons, rémunérations, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, aura recruté des hommes ou aura provoqué ou recueilli des engagements d'hommes au profit d'une armée ou d'une troupe étrangère.

Des dérogations à l'interdiction de recrutement par dons, rémunérations, promesses, peuvent être édictées par le Roi".

c. Article 100 : Le dernier alinéa de l'article 264 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

"Qui a procédé à la publication ou à la célébration d'un mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale".

d. Article 102 : § 1er. Ceux qui ont acquis une situation de milice sous la législation antérieure à la présente loi passent avec cette situation sous le régime de la présente loi.

§ 2. Celui qui a bénéficié d'un sursis exceptionnel ou exceptionnel spécial alors qu'en raison de son âge il n'avait plus droit au sursis ordinaire est dispensé de plein droit du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de sa classe d'âge.

.../...

§ 3. Toutes les dispositions de l'article 7 sont applicables à celui qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est réfractaire ou remplit les conditions prévues par la législation antérieure à la présente loi pour être déclaré réfractaire.

§ 4. Celui qui est en sursis d'appel en vertu de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif aux obligations de service des miliciens travaillant dans la mine est rattaché à la plus prochaine levée.

e. Article 103 : Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à régulariser la situation exceptionnelle de certains miliciens nés avant le 1er janvier 1928, en leur faisant application, dans les limites de ses attributions, des dispositions de la législation antérieure à la présente loi.

f. Article 104 : Celui qui, avantl'entrée en vigueur de la présente loi, a commis un délit prévu par la législation antérieure à la présente loi reste passible des peines et justiciable de la juridiction déterminées par cette législation.

g. Article 107 : Sont abrogés :

1° les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par arrêté royal du 15 février 1937 et modifiées par la loi du 20 août 1947 et la loi du 21 août 1948;

.../...

2° L'arrêté-loi du 17 juillet 1941, relatif à la répression de la désertion, modifié par l'arrêté-loi du 30 janvier 1946;

3° Les arrêtés-lois relatifs au régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service, coordonnés par l'arrêté-loi du 22 décembre 1942 et modifiés par l'arrêté-loi du 5 août 1943;

4° L'arrêté-loi du 31 août 1944, instituant un régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service dans les parties du territoire libérées de l'occupation ennemie, modifié par l'arrêté-loi du 16 septembre 1944;

5° L'arrêté du Régent du 31 octobre 1944, relatif au régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service;

6° L'arrêté-loi du 14 avril 1945, relatif aux obligations de service des miliciens travaillant dans la mine;

7° L'arrêté-loi du 25 juin 1946, remettant en vigueur le régime normal de la loi de milice, modifié par l'arrêté-loi du 27 février 1947 et la loi du 20 août 1947;

8° L'arrêté-loi du 27 février 1947, portant dispense du service actif pour les miliciens des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, nés avant le 1er janvier 1928;

.../...

9° La loi du 3 novembre 1950, portant des dispositions dérogatoires à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

h. Article 108 : Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, détermine les opérations en cours à ce moment qui restent régies par la législation antérieure à la présente loi, et celles qui sont régies par les dispositions nouvelles. Il prend les mesures transitoires qui s'imposent à cet effet.

2° Loi du 1er juillet 1957 :

Article 2 : La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

3° Loi du 5 juillet 1957 :

a. Article 53. L'article 103 de la même loi (du 15 juin 1951) est complété par l'alinéa suivant :

"Il peut envoyer en congé sans solde après six mois de service actif et en congé illimité à l'expiration du délai correspondant au terme de service actif imposé aux miliciens du contingent normal, les miliciens nés avant le 1er juillet 1933 et mariés avant le 1er octobre 1954 qui résident de façon continue au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, leurs parents y étant établis depuis dix ans au moins, et qui sont compris dans le contingent de 1953 ou dans un contingent ultérieur".

.../...

b. Article 54 : Sont abrogés :

1° La loi du 27 décembre 1938 relative à l'organisation de la défense du territoire contre le péril aérien, et l'arrêté royal n°1 du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre les attaques aériennes et créant la Garde territoriale antiaérienne, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

2° La loi du 28 mars 1951 relative à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif.

3° L'article 105 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

4° Les articles 4, 5 et 6 de la loi du 22 juillet 1952 modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

5° Les articles 2 et 3 de la loi du 14 décembre 1953, modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

6° La loi du 22 décembre 1953 modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

7° La loi du 12 mars 1954 modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

.../...

c. Article 56:

Les miliciens exonérés du service actif en temps de paix et désignés en vertu de la législation antérieure, pour être affectés au personnel non permanent de la garde territoriale antiaérienne seront traités comme s'ils avaient été désignés pour le contingent spécial et comme s'ils avaient été remis à l'autorité militaire durant les opérations de la levée au cours desquelles ils ont obtenu l'exonération.

Seront toutefois désormais traités comme s'ils avaient été exemptés pour cause physique durant ces opérations, ceux qui seraient reconnus inaptes au moment de leur entrée sous les armes et ceux qui, ayant déjà été appelés à l'incorporation pour la garde territoriale antiaérienne, n'ont pas été retenus pour cause physique.

Le Ministre de la Défense nationale peut appeler sous les armes au centre de recrutement et de sélection, en vue de les y faire reconnaître aptes ou inaptes pour cause physique après des examens d'une durée de deux jours, au plus, les miliciens visés à l'alinéa 1er qui n'ont pas été appelés à l'incorporation effective pour la garde territoriale antiaérienne.

Il détermine, d'autre part, compte tenu des prestations qu'ils ont déjà accomplies, comment les dispositions de l'article 68 bis, § 1er, seront appliquées aux miliciens visés à l'alinéa 1er, sans qu'il doive avoir égard au fait que la période de quinze mois prévue pour l'instruction ou la période subséquente de deux ans serait expirée. ".

COORDINATIE VAN DE DIENSTPLICHTWETTEN.

OPMERKINGEN VOORAF.

Het ontwerp beperkt er zich toe de wet van 15 juni 1951 en de latere dienstplichtwetten te coördineren. Naar de wetgever voorschrijft, zal de coördinatie het volgende opschrift dragen :

"Dienstplichtwetten gecoördineerd op ...".

Juist is dit opschrift alleen indien alle wetsbepalingen die met de dienstplicht verband houden in de gecoördineerde wetten worden opgenomen.

De wetten tot goedkeuring van internationale of van bilaterale overeenkomsten, waarin bepalingen omtrent de werving van dienstplichtigen of vrijstelling van de dienst voorkomen, buiten beschouwing gelaten, moge worden gewezen op twee wetsbepalingen met betrekking tot de dienstplicht die niet in het ontwerp zijn aangehaald, met name

1° artikel 2 van de wet van 1 januari 1856, dat luidt :

"Article 2.-

"Les consuls qui ont la qualité de Belge sont exempts ... de tout service personnel local, pourvu qu'ils fournissent la preuve que les Etats dont ils tiennent leur commission accordent de semblables immunités aux consuls de Belgique de la même catégorie";

.../...

2° artikel 3 van de wet van 30 mei 1951 waarbij de Koning gemachtigd wordt sommige in oorlogs- of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen eveneens van toepassing te verklaren op de leden van de Belgische strijdkrachten belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1953.

Dat deze bepalingen niet in de coördinatie van de eigenlijke dienstplichtwetten worden opgenomen, zodat ze niet aan de speciale wetten houdende regeling van het statuut van sommige categorieën van personen worden onttrokken, is begrijpelijk. Dit neemt niet weg dat ze afwijkingen van de dienstplichtwetten inhouden en dat de coördinatie "der dienstplichtwetten", wil zij volledig zijn, het bestaan ervan niet over het hoofd mag zien. Het verdient dan ook aanbeveling de tekst van deze bepalingen over te drukken in een op de gecoördineerde wetten volgende noot, en naar die teksten te verwijzen in een voetnoot.

Het coördinatieontwerp zou bovendien moeten worden aangevuld met een lijst van de niet gecoördineerde bepalingen.

In deze volledige lijst zouden ook de bepalingen worden overgenomen die voorkomen onder Hoofdstuk XI, Afdeling III, "Overgangsbepalingen", van het ontwerp.

.../...

Tenslotte moge worden aangestipt dat de wet van 5 juli 1957 tot nog toe niet is bekendgemaakt. In zijn begeleidend schrijven wijst de Minister er op dat de tekst van deze wet die is welke in document nr 161 van de Senaat (1956-1957) is afgedrukt.

De navolgende opmerkingen, voor zover zij betrekking hebben op bepalingen aan die tekst ontleend, worden gemaakt onder het uitdrukkelijk voorbehoud, dat de in het Belgisch Staatsblad bekend te maken tekst met die van genoemd document volledig zal overeenstemmen.

I. HET ONTWERP VAN KONINKLIJK COORDINATIEBESLUIT.

Aanhef :

Eerste lid : Nederlandse en Franse tekst ; men leze: "... 1951, namelijk ..." en "... service, notamment...".

Artikelen.

1° Zoals verder wordt uiteengezet, hoeven de artikelen 99 en 100 van de wet van 15 juni 1951 (artikelen 109 en 110 van de coördinatie),die wijziging aanbrengen in het Wetboek van strafrecht, niet in de coördinatie te worden opgenomen.

.../...

2° De wet van 22 juli 1952 wordt door de (nog niet bekendgemaakte) wet van 5 juli 1957 volledig opgeheven, hetzij uitdrukkelijk, hetzij door vervanging van de bepalingen der wet van 15 juni 1951 waarin zij wijzigingen had aangebracht.

3° Zoals verder bij artikel 83 van de coördinatie wordt gezegd, zijn de artikelen 5 en 10 van de eerste wet van 23 december 1955 en artikel 9 van de tweede wet van dezelfde datum, in de coördinatie niet in hun geheel overgenomen ; artikel 1 van het coördinatiebesluit moet aangeven welke gedeelten van die artikelen opgenomen zijn.

Onder inachtneming van het bovenstaande, wordt voor artikel 1 van het koninklijk besluit volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 1.-

De dienstplichtwet van 15 juni 1951, behalve de artikelen 99 en 100; de wet van 14 december 1953; de artikelen 5, § 3, tweede lid, en 10, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren; artikel 9, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren; de wet van 1 juli 1957 en de wet van 5 juli 1957 worden gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst".

.../...

II DE GECOORDINEERDE TEKSTEN.

Opmerkingen die gelden voor verscheidene artikelen, met het oog op de eenheid in de terminologie.

De woorden "in de kolonie" vervange men door "in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi". Deze opmerking geldt voor de artikelen 10, § 1, 1°, negende lid, en 9°, 21, § 1, 33, § 1, 39 en 46, §§ 1 en 7.

In de Nederlandse tekst leze men "betrokkene" in de plaats van "belanghebbende". Deze opmerking geldt voor de artikelen 4, §§ 3 en 4 (tweemaal), 7, § 2, tweede lid, 16, §§ 2 en 4, 28, § 1, 37, § 4, 46, § 7, derde lid, 47, § 2, derde lid, 48, 52, § 3, 59, §§ 1, 2 en 3, 76, § 1, 89 en 98, derde lid.

In de Nederlandse tekst van de artikelen 8, § 1, 16, § 2, 83, tweede, derde en vierde lid, en 86, tweede lid, vervange men de woorden "verbintenis" en "dienstverbintenis" door "dienstneming".

In de Nederlandse tekst van de artikelen 21, § 3, tweede lid, 32, § 1, 3° en 4°, en 51, § 2 leze men voorts "per aangetekende brief" in de plaats van "bij aangetekende zending" en "per aangetekende zending".

.../...

Algemene opmerking betreffende de voetnoten.

In alle voetnoten schrappe men de woorden "Zie" en "Voir 1'".

Artikel 1.

Franse tekst :

tweede lid : de wettekst zegt : "du contingent annuel" en er is geen reden om die woorden door "du contingent de l'année" te vervangen ;

derde lid : de wettekst zegt : "levée désignée";

achtste lid (tweede lid van blz.2):in de wettekst staat een komma tussen de woorden "observation" en "ordonné".

Nederlandse tekst :

vijfde lid : document 161 zegt "Lichtingssterkte" en niet "Sterkte van het contingent" ;

ibidem : in document 161 staat : "vervulling van de werkelijke dienst". Om deze materiële vergissing recht te zetten, stelt het ontwerp "vervulling van de militaire dienst" in de plaats. Na deze woorden zou een verwijzing (1) naar een voetnoot duidelijk moeten maken, dat het hier gaat om de rechtzetting van een materiële vergissing ;

.../...

achtste lid : men leze "wanneer hij daarnaar verwezen werd" in de plaats van "wanneer hij daar naar verwezen werd". Daar beide schrijfwijzen geoorloofd zijn, is er geen reden om die van de wettekst te wijzigen.

De voetnoot moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.- Artikel 1 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 5 juli 1957.

(1) In de Nederlandse wettekst staat : "tot vervulling van de werkelijke dienst".

Artikel 2.

Na de eerste volzin van § 2 verwijze men naar een voetnoot (1) als volgt :

(1) Zie evenwel artikel 2 van de wet van 1 januari 1856 betreffende de immuniteit der consuls van buitenlandse mogendheden in België.

Artikel 3.

Wel is het de Koning bij de machtiging tot coördinatie toegestaan de redactie van de teksten met het oog op de eenheid in de terminologie te wijzigen, maar niet de wettekst te interpreteren en dienovereenkomstig te veranderen.

.../...

Voor § 3 dienen bijgevolg zowel de Franse als de Nederlandse tekst van document nr 161 in hun geheel te worden behouden. De Nederlandse tekst zegt : "... welke hem als dienstplichtige of vrijwilliger was opgelegd, zo hij tot het speciaal contingent behoort". De Franse tekst zegt : "... qui lui était imposée", en heeft geen komma na de woorden "la période d'instruction", evenmin als na de woorden "qui lui était imposée".

Artikel 4.

Franse tekst , § 1, derde regel : de wettekst zegt : "l'année au cours ...".

Nederlandse tekst, § 2 : in de wettekst staat een komma tussen de woorden "wordt" en "zo hij", tweede regel, evenals tussen de woorden "lichting waartoe", vierde regel.

Artikel 6.

Nederlandse tekst, § 2, vijfde regel : in de wettekst staat een komma na "bereikt".

Artikel 7.

Nederlandse tekst, § 1, voorlaatste regel : de wettekst zegt:"geeft hem ...";

§ 2, de wettekst zegt : "Bij inwilliging...".

.../...

Artikel 8.

Franse tekst, § 2, 2e regel : in document nr 161 staat geen komma na het woord "parties".

Nederlandse tekst, § 1 : in document nr 161 staat een komma :

1° op de 12e regel, na de woorden "van het jaar" ;

2° op de 21e regel, na het woord "dienstplichtigen";

3° op de voorlaatste regel, vóór de woorden "die zonder".

- ibidem : document nr 161 zegt "militiestand" in plaats van "militietoestand". De term "militiestand" die ook in de artikelen 21, 23 en 111 van de coördinatie voorkomt, moet worden behouden.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 8.- Artikel 8 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 4 van de wet van 5 juli 1955".

Artikel 10.

Franse tekst, § 1, 5° (blz.11): de wettekst zegt : "Celui qui, au moment où son terme de service actif devrait prendre cours, aurait ...". Deze tekst is door geen enkele latere bepaling gewijzigd en de in het ontwerp voorgestelde wijziging is niet ingegeven door het streven naar eenheid in de terminologie.

.../...

Nederlandse tekst, § 1, 1°, derde lid : de wettekst zegt : "wapenen" ; in de andere artikelen van het ontwerp die over wapenen en diensten handelen, wordt deze meervoudsvorm behouden.

- ibidem, achtste lid : men leze : "de wetten op de inkomstenbelastingen".

§ 2, 2e regel : in document nr 161 staat een komma na de woorden "te bekomen".

§ 4, 2°, 6e regel : document nr 161 zegt "burgerlijk mijningenieur".

§ 4, 3°, 1e regel : in document nr 161 staat een komma na het woord "ingeschrevenen".

Artikel 11.

Nederlandse tekst, § 3 : document nr 161 zegt : "Maakt".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 11.- Artikel 11 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 6 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 12.

Nederlandse tekst, 1° en 2° : document nr 161 zegt "uitsteltermijnen" en niet "uitstellen" ; er is geen rede om "uitstellen", dat trouwens geen meervoud heeft, in de plaats te stellen van de term van document nr 161.

.../...

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 12.- Artikel 12 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 7 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 13.

Franse tekst : § 1, 1°, eerste lid : in document nr 161 staat een komma na het woord "[illegible]".

Nederlandse tekst, § 1, 1° : de woorden "... als voorzien bij" vervange men door de woorden "op grond van", en in het volgende lid "... zoals daarbij is voorzien" door de woorden "zoals daarbij is voorgeschreven".

- ibidem, laatste lid, op blz. 14, 3e regel : in document nr 161 staat een komma na het woord "broeders".

- ibidem, 2°, Nederlandse tekst, inleidende volzin : document nr 161 zegt "legerkader", maar het daarvoor in de plaats gestelde woord "legerpersoneel" herstelt deze materiële vergissing. Na dit woord verwijze men naar een voetnoot (1).

- ibidem, 2°, a : in document nr 161 staat een komma na "door de vijand".

.../...

- ibidem, 2°, b : in document nr 161 staat geen komma na het woord "gevangene".

- ibidem, 3° : in document nr 161 staat een komma na de woorden "is geworden", maar niet na het woord "verblijf".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 13.- Artikel 13 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 8 van de wet van 5 juli 1957".

- (1) In de Nederlandse wettekst staat : "legerkader".

Artikel 14.

Nederlandse tekst, § 2, eerste lid : de wettekst zegt : "te zwak lichaamsgestel".

§ 3. Met het oog op de eenheid in de terminologie schrijve men "lichaamsgebreken" in plaats van "gebreken" (zie de artikelen 13, § 1, 2°, 42, 47 en 61) .

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 14.- Artikel 14, §§ 1, 2 en 3, eerste lid, van de wet van 15 juni 1951".

.../...

Artikel 15, § 1, 3°.

In de Nederlandse tekst vervange men de woorden "voorzien onder" door de woorden "omschreven bij".

Opschrift van Afdeling VII boven artikel 16.

Men leze "gebieden" in plaats van "gebiedsdelen".

Artikel 16.

Franse tekst, § 1, 2e regel : in document nr 161 staat een komma na de woorden "Ministre des Colonies".

Nederlandse tekst, § 1, 2° : in document nr 161 staat een komma na het woord "ingeschrevene".

§ 4, voorlaatste regel : document nr 161 zegt "verbintenissen".

§ 5, eerste lid, in fine, en tweede lid : de tekst stemt niet overeen met die van document nr 161 waaruit de woorden "duur van de dienstplicht wordt behandeld als" bij vergissing zijn vervallen. Op de verbetering van deze vergissing moet worden gewezen door na die woorden te verwijzen naar een voetnoot (1). In het laatste lid daarentegen is er geen reden om het woord "hem" te vervangen door de woorden "de dienstplichtigen die te zijner beschikking zijn gesteld" .

.../...

Ofschoon de Nederlandse tekst van document nr 161 beknopter is dan de Franse, heeft hij juist dezelfde draagwijdte, zodat er geen sprake zou zijn van het verbeteren van een materiële vergissing.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 16. Artikel 16 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 10 van de wet van 5 juli 1957".

(1) In de Nederlandse wettekst staat : "en dan ook ten aanzien van de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse".

Artikel 17.

Franse tekst, tweede lid, vierde laatste regel : in document nr 161 staat een komma na het woord "prolongée".

Artikel 20.

Franse tekst, § 3 : document nr 161 zegt : "pour accomplir le terme de service ...".

§ 4 : document nr 161 zegt : "l'objet de sa demande".

.../...

Nederlandse tekst, § 2 : men schrappe het voorzetsel "van" na "afkeuring".

- ibidem : met het oog op de eenheid in de terminologie schrijve men "lichaamsgebreken" in plaats van "gebrekkigheden" (cfr de artikelen 13, § 1, 2°, 42, 47 en 61).

Artikel 28.

Nederlandse tekst, § 3, tweede lid : men schrijve hier beter "eedformulier".

Artikel 30.

In de Nederlandse tekst leze men "hoger beroep".

Artikelen 22, 23, 25, 26, 30 en 31.

De voetnoten leze men zo :

"Artikel 22 : Artikel 22 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 13 van de wet van 5 juli 1957".

"Artikel 23 : Artikel 23 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 14 van de wet van 5 juli 1957".

"Artikel 25 : Artikel 25 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 16 van de wet van 5 juli 1957".

.../...

"Artikel 26 Artikel 26 van de wet van 15 juni 1951 , vervangen door artikel 17 van de wet van 5 juli 1957".

"Artikel 30 : Artikel 30 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 19 van de wet van 5 juli 1957".

"Artikel 31 : Artikel 31 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 20 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 32.

Nederlandse tekst, § 3 : men leze : "de dienstplichtige" in plaats van "de belanghebbende", en verwijze na dit woord naar een voetnoot (1) waarin gezegd wordt dat dit een verbetering van een materiële vergissing is.

Deze voetnoot, die zou volgen op de noot van het ontwerp betreffende artikel 32, leze men als volgt :

"(1) In de Nederlandse wettekst staat : "de belanghebbende".

Artikel 33.

Nederlandse tekst, §§ 1 en 2 : men leze "Het recht van hoger beroep".

§ 3 : men leze : "de in artikel 32 bepaalde termijn" in plaats van "de in artikel 32 voorziene termijn".

.../...

Artikel 37.

Nederlandse tekst, § 3 : men leze "als bedoeld in" in plaats van "als voorzien bij".

Artikel 42.

Franse tekst, 2e regel : in de wettekst staat een komma na het woord "opérations".

Nederlandse tekst, 1e regel van het eedformulier : in de wettekst staat geen komma na de woorden "Ik zweer".

Artikel 44.

Franse tekst, tweede lid, 4e regel : in document nr 161 staat geen komma na de woorden "Ruanda-Urundi".

Nederlandse tekst, eerste lid : men vervange het woord "voorzien" door "bedoeld".

Artikel 45.

Nederlandse tekst, §§ 1 en 2 : men leze "voorgeschreven onderzoek" in plaats van "voorzien onderzoek".

Artikel 48.

Nederlandse tekst, eerste lid, laatste regel: in de wettekst staat een komma na het woord "ingediend".

Artikel 49.

Nederlandse tekst, tweede lid : men vervange het woord "voorzien" door "bedoeld".

.../...

Opschrift van Afdeling V boven artikel 50 :

Nederlandse tekst : de wettekst zegt : "Voorziening in verbreking".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 50, 51, § 1, eerste lid, en 52, § 3.

In de artikelen 52, § 1, eerste lid, en § 2, en 53, §§ 1 en 2, heeft de wettekst "Hof van verbreking" en "verbreking".

In het feit echter, dat het ontwerp van Nederlandse tekst voor de herziening van de Grondwet, dat bij de Kamer is ingediend (zitting 1955-1956, doc. nr 420), "Hof van Cassatie" vermeldt, terwijl in de commentaar (blz. 11) word gezegd : "de cassatie vormt niet een derde graad in de rechtsbedeling", kan een argument worden gezien om, met het oog op de eenheid in de terminologie, "verbreking" door "cassatie" te vervangen.

Opschrift van Afdeling VI boven artikel 54 :

Nederlandse tekst : document 161 zegt : "Afstand van" in plaats van "Verzaking van".

Artikel 54.

Nederlandse tekst, eerste lid : document 161 zegt : "... overgegeven, van zijn aanwijzing voor het speciale contingent afstand doen ...". Er is geen reden om de terminologie van de wet te wijzigen.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 54 : Artikel 55 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 26 van de wet van 5 juli 1957".

.../...

Artikelen 55 en 56.

De voetnoten leze men zo :

"Artikel 55 : Artikel 56, §§ 1 en 2, van de wet van 15 juni 1951".

"Artikel 56 : Artikel 56, § 3, van de wet van 15 juni 1951".

Artikel 62.

Franse tekst : tweede lid : in document 161 staat een komma na de woorden "à l'étranger".

Nederlandse tekst, tweede lid : men leze "Britse Eilanden".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 62 : Artikel 62 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 28 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 63.

Nederlandse tekst, § 2 : men leze "opleidingsperiode" in plaats van "instructieperiode" (cfr artikel 62).

- § 4, derde lid : men leze "moederlandse basis" in plaats van "basis in het moederland" (cfr artikel 63, § 4, eerste lid, artikel 72, § 1, 2°).

Artikel 65.

Nederlandse tekst, § 1, 1° : men leze "bedoeld" in plaats van "voorzien".

- § 3 : Met het oog op de eenheid in de terminologie, leze men in de Nederlandse tekst "de militaire overheid" in plaats van "het militaire gezag" (vergelijk de artikelen 1, vijfde lid, en 56).

.../...

Artikel 66.

Franse tekst, § 2 : in document 161 staan de woorden "appelé pour l'accomplir" tussen komma's.

Nederlandse tekst, § 2, vierde regel : document 161 zegt : "legereenheid".

In de voetnoot moet de wet van 1 juli 1957 vóór en niet na de wet van 5 juli 1957 vermeld worden.

Artikel 67.

Nederlandse tekst, 2°, in fine : de wettekst zegt : "ter kennis van de Kamers" en niet "van het Parlement". In artikel 70, tweede lid, daarentegen staat in document 161 "van het Parlement". Het ontwerp wil eenheid in de terminologie brengen door het gebruik van de uitdrukking "van het Parlement", hetgeen echter verkeerd is, aangezien de benaming Parlement niet voorkomt in de Grondwet die alleen "Kamers" en "Wetgevende Kamers" kent.

Artikel 68.

Franse tekst, § 2 : in document 161 staat geen komma na de woorden "aux rappels prévus".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 68 : Artikel 68bis, ingevoegd in de wet van 15 juni 1951 door artikel 33 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 70.

Nederlandse tekst : in document 161 staat :

-eerste lid, vierde regel : "oefening en "
-tweede lid, tweede regel : "worden zo".

.../...

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 70 : Artikel 70 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 35 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 71.

Franse tekst, § 1, tweede regel van blz 54 : document 161 heeft geen komma na de woorden "decision motivée".

Nederlandse tekst, § 2, eerste lid, vijfde regel : in document 161 staat een komma na het woord "worden".

- § 3, eerste lid, tweede regel : in document 161 komt het woord "de" tussen "mag" en "honderd" niet voor.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 71 : Artikel 71 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 36 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 72.

Franse tekst, § 1, 3° : in document nr 161 staat een komma na "exceptionnels".

Nederlandse tekst, § 1, 3° : in document nr 161 staat "de verloven" en wordt een komma gelezen na "redenen".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 72 : Artikel 72 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 37 van de wet van 5 juli 1957".

.../...

Opschrift van hoofdstuk VIII.

Dit opschrift moet verwijzen naar een voetnoot (1) als volgt :

"(1) Voor dienstnemingen en wederdienstnemingen van leden van de Belgische strijdkrachten belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen, zie artikel 3 van de wet van 30 mei 1951, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1953".

Artikel 78.

Nederlandse tekst, tweede lid, tweede regel : in de wettekst staat "... of voorgoed ontslagen kunnen ..." (zie artikel 83, vijfde lid, en 86, derde lid).

Artikel 80.

Nederlandse tekst, § I, tweede regel : de wettekst heeft geen komma na "dag".

- § 2 : men leze "bedoeld" in plaats van "voorzien" (tweemaal).

Artikel 81.

Nederlandse tekst : men leze "bepaald" in plaats van "voorzien".

Artikel 83.

Het derde en het vijfde lid zijn de herhaling van artikel 83, respectievelijk nieuw derde en vierde lid, van de wet van 15 juni 1951 (zie document 161 artikel 42).

.../...

Het nieuwe derde lid van artikel 83 heeft artikel 5, § 3, eerste lid, en artikel 10, eerste lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, en artikel 9, eerste lid, van de wet van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, stilzwijgend opgeheven.

Het nieuwe vierde lid van artikel 83 heeft artikel 5, § 3, derde lid, en artikel 10, derde lid, van de eerste dezer wetten en artikel 9, derde lid, van de tweede stilzwijgend opgeheven.

De voetnoot zou deze stilzwijgende opheffingen moeten vermelden.

In verband met het vierde lid dient de voetnoot eveneens te vermelden, dat het hier gaat om de gecombineerde tekst van de artikelen 5, § 3, tweede lid, en 10, tweede lid, van de eerste dezer wetten en van artikel 9, tweede lid, van de tweede.

In de volgende lezing zou dit vierde lid dichter bij de genoemde wetten staan :

"Indien de dienstneming van de kandidaat-hulpofficier, van de hulpofficier, alsmede van de kandidaat-hulponderofficier of de hulponderofficier behorende tot het boordpersoneel van de luchtmacht, verbroken wordt om tuchtredenen of wegens morele ongeschiktheid, is de belanghebbende gehouden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 83 : eerste, tweede, derde en vijfde lid : artikel 83 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 42 van de wet van 5 juli 1957;

.../...

vierde lid : gecombineerde tekst van de artikelen 5, § 3, tweede lid, en artikel 10, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, en van artikel 9, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren".

N.B. Artikel 5, § 3, eerste en derde lid, en artikel 10, eerste en derde lid, van de eerste wet van 23 december 1955, evenals artikel 9, eerste en derde lid, van de tweede zijn niet overgenomen omdat zij stilzwijgend zijn opgeheven door artikel 42 van de wet van 5 juli 1957, dat artikel 83 van de wet van 15 juni 1951 heeft vervangen.

Artikel 86.

Nederlandse tekst : omwille van een eenvormige terminologie leze men het tweede lid als volgt :

"Zij kunnen echter met onbepaald verlof gezonden worden, in welk geval zij worden behandeld, wederoproepingen inbegrepen, zoals de klasse genoemd naar het jaar waarin zij een dienstneming hebben aangegaan" (vergelijk de artikelen 12 en 79, eerste lid).

Artikel 87.

Terwille van de overeenstemming met de in de artikelen 2 en 3 gebezigde terminologie, leze men "dienstverplichtingen" in plaats van "militaire verplichtingen".

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 87 : Artikel 86 bis ingevoegd in de wet van 15 juni 1951 door artikel 44 van de wet van 5 juli 1957",

.../...

Artikel 88.

Nederlandse tekst, eerste lid, tweede regel : in document 161 staat een komma na "oud zijn".

Het eerste lid, 1°, leze men als volgt :

"1° van goed zedelijk gedrag zijn".

Artikel 89.

Nederlandse en Franse tekst : eerste lid : in document 161 vormen de twee volzinnen waaruit dit lid bestaat, elk een afzonderlijk lid. Men behoude deze indeling.

Nederlandse tekst : ter wille van de eenheid in de terminologie, leze men de tweede volzin : "De dienstneming wordt verbroken wanneer de betrokkene dit wegens zwangerschap verzoekt".

Voor de gezamelijke artikelen 88 tot 96 behoort één voetnoot (op blz. 62) alle voetnoten op de bladzijden 62, 63 en 64 te vervangen. Deze voetnoot leze men als volgt :

"Artikelen 88 tot 96 - Artikelen 86ter tot 86undecies, ingevoegd in de wet van 15 juni 1951 door artikel 45 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 97.

Nederlandse tekst, 2° : in document 161 staat "Van het feit dat twee van hun broeders ...".

.../...

Artikel 101.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 101 : Artikel 91 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 48 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 102.

Franse tekst, § 1, derde lid, derde regel : de wettekst heeft een komma na "qu'il désigne".

Artikel 103.

De voetnoot leze men zo :

"Artikel 103 : Artikel 93 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 49 van de wet van 5 juli 1957".

Artikel 105.

In 5° moeten de woorden "van deze wet" en "de la présente loi" onderscheidenlijk vervangen worden door "van deze gecoördineerde wetten" en "des présentes lois coordonnées".

.../...

Artikel 107.

Franse tekst, § 1, 1°, zesde regel : in document 161 staat geen komma na "en temps de paix".

Nederlandse tekst : § 2 : men leze "bepaald" in plaats van "voorzien".

Artikel 108.

Zelfde opmerking als bij artikel 105.

Nederlandse tekst, § 2 : men leze "omschreven" in plaats van "voorzien".

Artikelen 109 en 110.

Deze artikelen, die de artikelen 99 en 100 van de wet van 15 juni 1951 herhalen, wijzigen het Strafwetboek. Zij hoeven niet in de coördinatie te worden opgenomen.

De artikelen 111 en volgende, die overgangsbepalingen van de wetten van 15 juni 1951 en 5 juli 1957 herhalen, hoeven niet in de coördinatie te worden opgenomen. Zijn een aantal van die artikelen nog van kracht, zodat op het bestaan ervan dient te worden gewezen, dan moeten zij samen met de opheffingsartikelen en de artikelen tot vaststelling van de inwerkingtreding overgenomen

.../...

worden na de voetnoten, onder het algemeen opschrift : "Niet in de coördinatie opgenomen bepalingen".

De overgangsbepalingen die niet langer van kracht zijn, moeten vervallen. De vraag welke overgangsbepalingen van de wet van 15 juni 1951 en van de wet van 5 juli 1957 nog of niet meer in werking zijn, is een feitelijke vraag. Daarom onthoudt de Raad van State er zich van die artikelen te onderzoeken.

Na artikel 108, dat het laatste artikel van de coördinatie moet zijn, neme men de lijst van de niet-gecoördineerde bepalingen op, als volgt :

"De hierna volgende bepalingen zijn niet gecoördineerd :

1° Wet van 15 juni 1951 :

a. Artikel 14, § 3, tweede en derde lid :
Binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet stelt de Koning nieuwe keuringscriteria vast. Deze zijn toepasselijk vanaf de keuringsverrichtingen voor de lichting 1953.

b. Artikel 99. In het Wetboek van Strafrecht wordt een artikel 135ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 135ter.- Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, hij die, door giften, vergoedingen, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of macht, ten behoeve van vreemde legers of troepen manschappen heeft aangeworven of legerdienstverbintenissen heeft uitgelokt of ingezameld.

De Koning kan afwijkingen van het verbod inzake aanwerving door giften, vergoedingen of beloften uitvaardigen".

c. Artikel 100 : Het laatste lid van artikel 264 van het Wetboek van Strafrecht wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Wie overgaat tot de afkondiging of de voltrekking van een huwelijk zonder het bewijs te eisen dat de aanstaande aan de dienstplichtwetten voldaan heeft".

d. Artikel 102 : § 1. Zij die onder de vóór deze wet geldende wetgeving een militiestand hebben verworven, gaan in die stand naar het stelsel van deze wet over.

§ 2. Hij die een uitzonderingsuitstel of speciaal uitzonderingsuitstel heeft genoten, waar hij uit hoofde van zijn leeftijd geen aanspraak op gewoon uitstel meer kon maken, is van rechtswege vrij van dienst in vredestijd en wordt, wat de duur van zijn dienstplicht betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse.

§ 3. Al de bepalingen van artikel 7 zijn toepasselijk op hem die bij het in werking treden van deze wet wederspannig is of beantwoordt aan de voorwaarden in de vóór deze wet geldende wetgeving gesteld om voor wederspannig te worden verklaard.

.../...

§ 4. Hij die met oproepingsuitstel is krachtens de besluitwet van 14 april 1945 betreffende de dienstplichtige mijnwerkers wordt bij de eerstvolgende lichting ingedeeld.

e. Artikel 103 : De Minister van Landsverdediging is gemachtigd de uitzonderlijke toestand van sommige vóór 1 januari 1928 geboren dienstplichtigen te regelen, met toepassing, binnen de grenzen zijner bevoegdheid, van de vóór deze wet geldende wetgeving.

f. Artikel 104 : Hij die, vóór de inwerkingtreding van deze wet, een in de hiervoor geldende wetgeving omschreven wanbedrijg heeft gepleegd, blijft strafbaar met de straffen en onderworpen aan de bij die wetgeving bepaalde rechtsmacht.

g. Artikel 107 : Zijn opgeheven :

1° de wetten op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 februari 1937 en gewijzigd bij de wet van 20 augustus 1947 en de wet van 21 augustus 1948;

2° de besluitwet van 17 juli 1941 betreffende de beteugeling van de desertie, gewijzigd bij de besluitwet van 30 januari 1946;

3° de besluitwetten betreffende het voorlopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij de besluitwet van 22 december 1942 en gewijzigd bij de besluitwet van 5 augustus 1943;

.../...

4° de besluitwet van 31 augustus 1944, ter invoering van een voorlopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen in de van vijandelijke bezetting bevrijde gedeelten van het grondgebied, gewijzigd bij de besluitwet van 16 september 1944;

5° het besluit van de Regent van 31 oktober 1944 betreffende het voorlopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen;

6° de besluitwet van 14 april 1945, op de dienstverplichtingen van de in de mijnen werkende miliciens;

7° de besluitwet van 25 juni 1946, tot wederinvoering van het normale militiestelsel, zoals ze is gewijzigd bij de besluitwet van 27 februari 1947 en de wet van 20 augustus 1947;

8° de besluitwet van 27 februari 1947 houdende ontheffing van de actieve dienst van de vóór 1 januari 1928 geboren miliciens van de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith;

9° de wet van 3 november 1950 houdende bepalingen tot afwijking van de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen.

h. Artikel 108 : De Koning stelt de datum van de inwerkingtreding van deze wet vast, bepaalt de alsdan lopende verrichtingen welke door de vóór deze wet geldende wetgeving beheerst blijven dan wel onder de nieuwe bepalingen vallen. Hij treft de daartoe vereiste overgangsmaatregelen.

.../...

2° Wet van 1 juli 1957 :

Artikel 2 : Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

3° Wet van 5 juli 1957 :

a. Artikel 53. Artikel 103 van dezelfde wet (van 15 juni 1951) wordt met het onderstaande lid aangevuld :

"Hij kan de dienstplichtigen, geboren vóór 1 juli 1933 en gehuwd vóór 1 oktober 1954, die op blijvende wijze in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijf houden, doordien hun ouders er sedert ten minste 10 jaar gevestigd zijn en die tot het contingent 1953 of een later contigent behoren, met verlof zonder soldij zenden na zes maanden werkelijke dienst en met onbepaald verlof na het verstrijken van een termijn die overeenstemt met de werkelijke diensttijd, opgelegd aan de dienstplichtigen van het normale contingent".

b. Artikel 54 : Worden opgeheven :

1° de wet van 27 december 1938 betreffende de inrichting van de verdediging van het grondgebied tegen het luchtgevaar en het koninklijk besluit nr 1 van 20 mei 1939 houdende algemene inrichting van de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947;

.../...

2° de wet van 28 maart 1951 omtrent de samenstelling van sommige militielichtingen en de duur van de werkelijke dienst;

3° artikel 105 der dienstplichtwet van 15 juni 1951;

4° de artikelen 4, 5 en 6 der wet van 22 juli 1952 tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951;

5° de artikelen 2 en 3 der wet van 14 december 1953 tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951;

6° de wet van 22 december 1953 tot wijziging en aanvulling van de dienstplichtwet;

7° de wet van 12 maart 1954 tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

c. Artikel 56 :

De dienstplichtigen, die van de werkelijke dienst in vredestijd ontheven en vrijgelaten en krachtens de vroegere wetgeving aangewezen zijn om ingedeeld te worden bij het niet-permanent personeel van de territoriale wacht voor luchtafweer, worden behandeld alsof zij gedurende de lichtingsverrichtingen, in de loop waarvan zij ontheffing of vrijlating verkregen hebben, voor het speciaal contingent waren aangewezen en alsof zij aan de militaire overheid werden overgegeven.

.../...

Worden evenwel behandeld alsof zij gedurende dezelfde verrichtingen waren vrijgesteld op lichamelijke grond, zij die ongeschikt mochten worden bevonden op het ogenblik van hun indiensttreding en zij die reeds ter inlijving bij de territoriale wacht voor luchtafweer opgeroepen werden en wegens lichamelijke ongeschiktheid niet in dienst werden gehouden.

De Minister van Landsverdediging kan de in het eerste lid bedoelde dienstplichtigen die niet werkelijk bij de territoriale wacht voor luchtafweer werden ingelijfd, in het recruterings- en selectiecentrum onder de wapenen roepen, teneinde hen aldaar, na een onderzoek van ten hoogste twee dagen, al dan niet lichamelijk geschikt te doen verklaren.

Anderzijds bepaalt hij, met inachtneming van de dienst welke zij reeds hebben volbracht, hoe het bepaalde in artikel 68bis, § 1, op de in het eerste lid bedoelde dienstplichtigen moet worden toegepast zonder dat hij ermede rekening dient te houden of het tijdvak van vijftien maanden voor de opleiding of het daaropvolgende tijdvak van twee jaar al dan niet verstreken is".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

H.BUCH, conseillers d'Etat,
K.MEES, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P.COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,

M.JACQUEMIJN, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par MM. MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination, BIJVOET, membre du Bureau de coordination, DEBAEDTS, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau, BIJVOET, lid van het Coördinatiebureau, DEBAEDTS, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M.JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.